



HAL
open science

Mode de connaissance, intérêt de connaître et géographie sociale

Julien Aldhuy

► **To cite this version:**

Julien Aldhuy. Mode de connaissance, intérêt de connaître et géographie sociale. Raymonde Séchet et Vincent Veschambre. Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale, Presses Universitaires de Rennes, pp.31-46, 2006, Géographie sociale. halshs-00375088

HAL Id: halshs-00375088

<https://shs.hal.science/halshs-00375088>

Submitted on 13 Apr 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Julien Aldhuy
 UMR CNRS 5603 Société, Environnement, Territoire (SET)
 Université de Pau et des Pays de l'Adour

Modes de connaissances, intérêts de connaître et géographie sociale

Une géographie sociale en quête d'identité ?

D'un colloque à l'autre : (in)fortunes de la géographie sociale

En 1982, lors de l'ouverture du colloque de géographie sociale de Lyon, R. Rochefort concluait ses réflexions liminaires ainsi : « [...] *la géographie sociale est probablement la direction de la géographie humaine qui pourrait se doter rapidement d'un corps de doctrine [...] à la fois cohérent, assez dynamique pour inclure des divergences internes, et épistémologiquement intelligible par les autres sciences sociales [...]* » (Rochefort, 1983, p. 15). Au-delà de la portée programmatique de ces propos, ce qui frappe le plus aujourd'hui, c'est l'utilisation de l'adverbe probablement. En effet, plus de vingt ans après, il semblerait que l'horizon évoqué par R. Rochefort n'ait pas été atteint puisque l'objectif du colloque de géographie sociale de Rennes en 2004 était « *autant de [lui] redonner une identité que d'interroger [son] inscription dans les sciences sociales* » (ESO, 2004, p. 2). Il paraît donc explicitement admis qu'au-delà de l'hétérogénéité de ce qui n'a jamais constitué un courant de pensée unifié (Chivallon, 2003), le contenu d'un plus petit dénominateur commun entre tous ceux qui se réclament de la géographie sociale ainsi que l'image de celle-ci sont aujourd'hui brouillés. Ceci est d'autant plus surprenant qu'il devrait exister une représentation collective de ses fondements historiques et épistémologiques avec une généalogie, des œuvres majeures, des lieux de rencontres et des valeurs¹ qui auraient dû lui assurer un positionnement tant au sein de la discipline géographique que dans le champ des sciences sociales. Pourtant, si l'on ne parle pas encore de crise², il émerge un questionnement sur la pertinence de son actualité scientifique et disciplinaire et sur la légitimation sociale de ses recherches. Se pose alors une interrogation sur ce qui peut fonder en raison la géographie sociale contemporaine tant du point de vue de la formation de la connaissance scientifique que de sa légitimité sociale. Postulons que la situation qui stimule ce questionnement est loin d'être une nouveauté liée aux contingences d'aujourd'hui mais est le résultat (logique ?) de l'évolution même de la géographie sociale et, peut-être, de la géographie en général.

D'après la thèse que nous soumettons au débat, la géographie dite sociale se fonde sur la

¹ Bien que cette réflexion ne se veuille pas systématique et exhaustive, voici quelques éléments pouvant illustrer cet imaginaire disciplinaire (Soubeyran, 1997). R. Rochefort peut être considérée comme un catalyseur – sinon comme une « mère » fondatrice – avec le retournement de l'ordre des facteurs. On peut l'inscrire dans une généalogie avec A. Châtelain ou P. George, voir E. Reclus en amont et, entre autres auteurs et à des degrés divers, R. Hérin, A. Frémont, J. Chevalier, M. Roncayolo, J.-B. Racine, X. Piolle ou G. Di Méo. Certains ouvrages comme la thèse de R. Rochefort sur la Sicile, le manuel de Géographie sociale ou les actes de colloques du début des années quatre-vingt sont les pierres angulaires d'une abondante production scientifique. Pendant longtemps, les tenants déclarés de la géographie sociale ont été en débat – jusqu'à la controverse – pour assurer une reconnaissance scientifique ou institutionnelle à leurs idées (R. Rochefort et la critique du retournement de l'ordre des facteurs par les géographes « traditionnels » ; les débats autour de R. Brunet ou avec le courant de l'analyse spatiale tel qu'il est représenté par l'UMR Espace ou par l'équipe PARIS de l'UMR Géographicités ; l'Observatoire du changement social ; l'UMR ESO dans l'Ouest ou le Groupe de Géographie Sociale à l'EHESS, le réseau des écoles d'été de géographie sociale).

² Notons toutefois que, dans le champ anglo-saxon, de plus en plus d'auteurs s'inquiètent, et parfois se félicitent, d'une possible disparition de la géographie sociale sous l'influence du tournant culturel (Jackson, 2000 ; Gregson, 2003 ; Philo et Söderström, 2004). Dans le champ francophone, quelques réflexions internes à la géographie sociale ont déjà soulevé de fortes critiques (Fixot, 1990) ou des questionnements plus implicites (Chivallon, 1998 et 2003).

production d'une connaissance critique, c'est-à-dire émancipatrice. Si le contenu de cette affirmation peut sembler *a priori* évident, il apparaît, au regard même de la géographie sociale, qu'il renvoie plus à un vœu pieu et/ou à un objectif que l'on se donne parfois à atteindre par rapport à une certaine sensibilité qu'à une connaissance épistémologiquement fondée. C'est pourquoi l'identité d'une géographie sociale au sein de la géographie contemporaine de langue française³ paraît de plus en plus incertaine et, en corollaire, de plus en plus à débattre.

Des définitions de la géographie sociale révélatrices d'une identité incertaine

De nombreux textes font déjà largement le point sur l'histoire de la géographie sociale depuis les premières occurrences du terme à la fin du 19^e siècle (Claval, 1973 ; Hérin, 1983 ; Frémont, Chevalier, Hérin et Renard, 1984 ; Claval, 1998 ; Cailly, 2003 ; Philo et Söderström, 2004). Notre projet n'est pas de faire la recension ou une explication de texte des différentes définitions de la géographie sociale. Retenons seulement, comme point de départ pour nourrir le débat, quelques définitions ayant ponctué son histoire récente. L'évolution constatée peut être interprétée comme un lent glissement d'une géographie sociale revendiquant sa singularité à une géographie sociale totalement assimilée dans une conception de la géographie contemporaine tendant à pleinement s'affirmer dans le champ des sciences sociales (Lévy, 1999 ; Lussault, 1999 ; Chivallon, 2000 ; Staszak, 2001).

En 1972, dans sa contribution aux mélanges offerts à A. Meynier, R. Rochefort définit la géographie sociale comme « *l'étude de la fonction sociale de l'espace et de la condition spatiale de l'homme, envisagées dans une triple direction, les espaces sociaux, la stratégie spatiale des groupes et sous-groupes sociaux, la structuration sociale de l'espace* » (Rochefort, 1972, p. 396). Dans le manuel de géographie sociale publié aux éditions Masson en 1984, elle devient « *l'exploration des interrelations qui existent entre les rapports sociaux et les rapports spatiaux, plus largement entre société et espace* » (Frémont, Chevalier, Hérin, Renard, 1984, p. 90). Plus récemment R. Hérin la définit « *comme la discipline des sciences sociales qui contribue à la connaissance, à la compréhension des sociétés actuelles et passées par l'étude des espaces qu'elles produisent, utilisent, pratiquent, tentent d'aménager et de gérer en fonction de leurs besoins, de leurs projets, de leurs idées, voire de leurs rêves et de leurs utopies* » (Hérin, 1999, p. 131). Si, toujours à la suite de R. Hérin, « *on veut bien admettre que l'objet de la géographie ce sont les sociétés humaines dans tous leurs espaces [et] que les espaces des hommes sont par essences l'une des expressions, l'une des catégories du social* » (Hérin, 1999, p. 131), on comprend qu'une géographie sociale ainsi définie se confond maintenant avec la géographie humaine et peut-être même avec la géographie en général. Comme en écho, A. Frémont conclut l'introduction des actes du colloque de géographie sociale de 1999 en affirmant qu'« [au] XXI^e siècle, [la géographie sociale] est tout simplement la géographie elle-même » (Frémont, 2001, p. 14). La géographie et, en son sein, la géographie sociale ont connu des évolutions qui semblent de plus en plus tendre vers une équivalence dans une discipline redéfinie comme science sociale à part entière. Ainsi, à l'instar de R. Brunet dans les années quatre-vingt qui parlait de la géographie sociale comme d'une tautologie, J. Lévy et M. Lussault considèrent que toute géographie étant forcément sociale, il ne peut (plus ?) exister de géographie sociale.

À partir de là, il ne subsisterait que deux raisons de parler de géographie sociale. Premièrement, l'adjectif permettrait de faire image (Claval, 1973 ; Brunet, 1993) – voir distinction (*Espace géographique*, 1986) – pour situer sa recherche face à d'autres sciences sociales ou face à des géographes pour lesquels leur discipline resterait cette science de synthèse reproduisant la dualité humain/physique, tout en restant en retrait des grands débats des sciences sociales. Deuxièmement, et au-delà d'un impératif scientifique commun, ce ne serait alors que « [l'] état d'esprit et [le] devoir de conscience [de] géographes [...] personnellement concernés par les problèmes sociaux » (Frémont, Chevalier, Hérin, Renard,

³ Pour les écoles de géographie sociale développées dans d'autres pays, on peut consulter les actes des colloques de Lyon en 1982 ainsi que la rubrique *country report* de la revue *Social and cultural geography*.

1984, p. 89) qui donnerait corps à la géographie sociale. Ceci donnerait alors raison à R. Brunet lorsqu'il affirmait que s'il était naturel et bon qu'« *il y ait des géographes dit sociaux, il n'y a pas de géographie sociale* » (cité dans Pailhé, 1998, p. 179 ; Brunet, 1986). Trivialement, qu'advierait-il alors de la géographie sociale et, peut-être même, de la vie en société, lorsque, définitivement victimes de l'idéologie de la fin des idéologies, on ne trouvera plus de géographes sensibles aux problèmes sociaux ? Nous ne saurions nous satisfaire d'une telle possibilité et nous voudrions soumettre ici à la discussion la possibilité d'une géographie sociale dont le projet serait la production d'une connaissance critique épistémologiquement fondée visant à l'émancipation des individus.

Modes de connaissance et géographie sociale

L'anthropologie philosophique de J. Habermas comme mise en perspective⁴

Notre thèse repose sur l'idée que ce qui peut distinguer la géographie sociale au sein de la discipline géographique n'est ni son objet d'étude, ni ses méthodes, ni même une philosophie sous-jacente mais le type de connaissances qu'elle produit et l'intérêt de connaître auquel elle se réfère dans le champ social. La question importante ne porte pas sur l'objet à étudier mais sur les raisons qui poussent à l'étudier par rapport à ce que cette étude peut apporter à la société. Cette posture s'inspire de l'anthropologie philosophique de J. Habermas et implique le recours à une théorie critique de la société. Pour lui, l'affirmation de la raison technique et scientifique n'est pas neutre ou désintéressée mais est fondée sur des intérêts de connaître qui ont trait à la reproduction de la société et à l'accroissement d'un savoir lié au pouvoir et non à l'émancipation des individus qui la composent (Habermas, 1973, 1976 et 2003). Or, les intérêts de la connaissance sont des intérêts de la raison et donc de l'humanité⁵ en général et devraient de ce fait être indissociables. Pour cette figure de la deuxième génération de l'École de Francfort, le renouvellement de l'épistémologie critique — dans l'unité de la connaissance et de l'intérêt — implique le réenracinement de la rationalité technique et scientifique dans un sujet humain collectif et historique (Habermas, 1973, 1987).

Habermas postule que le champ des sciences peut être décomposé en fonction de modes de connaissance distinguant trois types de savoir articulés à trois types d'intérêt de connaître régis par les intérêts qui gouvernent le fonctionnement et la reproduction de la société. Il rompt ainsi avec l'idée d'une pureté et d'une autonomie de la connaissance scientifique par rapport au contexte social de sa production (Renaut et Sintomer, 2003). Le premier mode de connaissance est dit empiro-analytique et s'applique plutôt aux sciences dont la finalité est technique et assure la prédiction assurée, le contrôle, la maîtrise voir la manipulation. Il concerne les sciences exactes, les sciences de la nature, les sciences expérimentales et toutes les sciences humaines et sociales qui sous l'influence du positivisme et du scientisme se donnent comme projet d'objectiver, d'expliquer, de quantifier et non de comprendre. Le deuxième est dit historico-herméneutique et s'applique aux sciences humaines, plus compréhensives, avec l'objectif d'améliorer l'entente intersubjective et la communication que présuppose l'agir social de la collectivité humaine. Il concerne les sciences humaines entendues au sens des humanités anglo-saxonnes, en un mot, le savoir de « l'honnête homme » qui permet la compréhension d'autrui. Le troisième est dit critique et s'applique à toutes démarches ayant une finalité émancipatoire, c'est-à-dire d'affranchissement de toutes formes de domination. D'après J. Habermas, il concerne principalement la psychanalyse, la critique des idéologies et toutes les sciences sociales adossées à une théorie critique. Ces différents modes de connaissance ne sont pas en opposition car « *la maîtrise objective et la compréhension interindividuelle doivent idéalement être placées au service d'une prise de conscience toujours plus large par les individus de leur autonomie en tant que personne* » (Hottois, 1998, p. 395) : intégrés à une théorie critique de la société, les deux premiers modes

⁴ Les paragraphes qui suivent doivent beaucoup à la lecture de G. Hottois (Hottois, 1998, p 382-402).

⁵ Par humanité, Habermas entend une subjectivité capable de réflexion et donc de liberté qui serait universellement le propre de l'homme.

de connaissance trouvent leur aboutissement dans le mode de connaissance critique.

Qu'est ce qu'une théorie critique de la société ?

Si l'on ne peut réduire toutes les théories critiques à celle de l'École de Francfort, c'est dans ce cadre qu'ont été énoncés les fondements que nous souhaitons retenir pour inscrire la géographie sociale dans le mode de connaissance critique. Un des fondateurs de l'École, M. Horkheimer pose le mieux ses bases lorsqu'il affirme qu'elle repose sur « *une méfiance totale à l'égard des normes de conduite que la vie sociale, telle qu'elle est organisée, fournit à l'individu* » (Horkheimer, 1974, p. 38). La théorie critique de l'École de Francfort souligne que l'analyse théorique de la société ne peut pas se contenter de se draper dans l'idéal positiviste et le principe de neutralité d'une science en surplomb. Refusant de distinguer entre sciences sociales et philosophie sociale, la théorie critique propose d'analyser la société en fonction de certaines valeurs comme la raison universelle ou la liberté. Or cet idéal ne se réalise pas dans la société qui est traversée d'irrationalités, d'injustices et où la transparence et la liberté n'ont que peu droit de cité. Le mode de connaissance critique permet au chercheur d'œuvrer à libérer les individus des contraintes et des conditionnements propres à l'humanité même. Ainsi, toute activité humaine produit des institutions sociopolitiques et juridiques qui peuvent être injustes, dogmatiques ou répressives. Tous les individus intériorisent les conditionnements implicites des collectivités auxquelles ils appartiennent (institutions et famille). L'objectif de la théorie critique est de permettre l'émancipation des individus par la prise de conscience réflexive des déterminants sociaux qui pèsent sur chacun afin d'accroître l'autonomie personnelle du sujet social devenu conscient de sa condition et pouvant dès lors agir dessus.

Géographie sociale et mode de connaissance critique

Si, dès E. Reclus au début du 20^e siècle, les écrits relevant de la géographie sociale intègrent une critique de la société telle qu'on l'observait, celle-ci relève plus d'une sensibilité aux (dis)fonctionnements du capitalisme industriel que de la réelle mise en place d'une épistémologie critique. Par la suite, cette ambiguïté quant au contenu critique de la géographie sociale n'a, semble-t-il, jamais été réellement levée. Ainsi, un mode de connaissance critique, épistémologiquement fondé, reste plus un objectif à atteindre qu'un acquis largement partagé par ceux qui se reconnaissent dans la géographie sociale. Qui plus est, sous cette même appellation, de nombreuses manières de faire et de penser appellent à autant de questionnement sur le contenu scientifique de la géographie sociale et sur la légitimité sociale de ses questionnements. Et autant de façon de se positionner par rapport aux trois modes de connaissance identifiés par Habermas, au-delà du seul mode critique.

Dans le cheminement qui nous conduira à soumettre à la discussion quelques questionnements permettant de s'interroger sur la dimension critique de la géographie sociale, nous développerons deux temps. À l'aide des modes de connaissances identifiés par Habermas, nous interpréterons l'évolution différenciée des courants que l'on a l'habitude de classer sous le même nom de géographie sociale. Ensuite, fort des acquis des différentes postures, nous mettrons en perspective certains objets et certains modes de pensée de la géographie sociale par rapport aux impératifs de la production d'une connaissance critique épistémologiquement fondée sur une théorie critique. Ainsi, nous ferons un état des lieux provisoire et non-exhaustif des grands positionnements qui semblent aujourd'hui nécessaires pour discuter des fondements d'une géographie sociale justifiant pleinement de son adjectif, au-delà de la tautologie. Tout cela permettra de montrer la progression qui, d'une sensibilité au social puis d'une volonté d'associer géographie et théorie sociale, peut amener à trouver dans la théorie critique un lieu de réflexion pour questionner l'identité de la géographie sociale contemporaine.

Modes de connaissance et évolution différenciée de la géographie sociale

Le renversement de l'ordre des facteurs, base d'une connaissance critique ?

Parmi les grands noms de la géographie sociale, R. Rochefort est sûrement celle qui eut la posture la plus baroque⁶. Avec sa proposition de renversement de l'ordre des facteurs posant que ce qui l'intéresse « *c'est l'homme, ensuite l'espace* » (Rochefort, 1961, p. 3), le « *groupe humain d'abord, [...] l'espace ensuite* » (Rochefort, 1963, p. 20) et enfin que « *ce qui est premier en géographie sociale, c'est la société et non l'espace* » (Rochefort, 1983, p. 13), elle s'affirme contre le spatialisme de la géographie de son époque. Cette tendance à considérer l'espace comme un « *objet-en-soi absolu, dont les principes d'organisation et les lois d'évolution ne devraient être cherchées et trouvées qu'en lui-même* » (Lussault, 1999, p. 236) est à la fois un héritage vidalien et le résultat paradoxal de l'affirmation de l'homme-habitant d'Albert Demangeon. Lorsqu'il érige la géographie comme « *science des lieux et non celle des hommes* » (Vidal de la Blache, 1913, p. 299), P. Vidal de la Blache inscrit la géographie humaine hors du champ du social, de ses dynamiques et de ses tensions⁷. Pour A. Demangeon puis M. Le Lannou⁸, la géographie humaine est la science de l'homme-habitant (Demangeon, 1942 ; Le Lannou, 1949). Apparemment fondée en science de l'homme, cette posture rompt finalement peu avec l'approche vidalienne car, comme le souligne Paul Claval, « *[...] dire l'homme-habitant, ce n'est pas l'homme en soi, c'est préciser que l'on veut étudier les manifestations de l'activité humaine qui s'inscrivent à la surface de la terre* » (Claval, 1964, p. 71). D'ailleurs R. Rochefort ne s'y trompe pas quand elle avance qu'il faut envisager le groupe humain « *dans son destin "d'homme-habitant" et non seulement dans son espace "d'homme-habitant"* » (Rochefort, 1963, p. 21 ; c'est elle qui souligne). Lorsque dans les années cinquante R. Rochefort est sur son terrain de thèse sicilien, l'affirmation de C. Vallaux selon laquelle « *[...] c'est du point de vue des choses que la Géographie se place, et non du point de vue des hommes isolés et en groupes* » (Vallaux, 1925, p. 395) est toujours d'actualité. Pourtant R. Rochefort note que lorsqu'on a compris que « *[...] l'eau d'irrigation, incontestable élément du progrès technique, admirable élément d'efficacité des paysages géographiques était, pour cette raison même, un moyen de chantage, de peur et d'exploitation de l'homme par l'homme. Il n'était pas possible, sans duperie, de renoncer à savoir pourquoi, c'est-à-dire à pénétrer dans un complexe cheminement de lois et de réseaux de forces sociales* » (Rochefort, 1963, p. 21). Ainsi, elle se place en rupture par rapport aux connaissances tant historiques que géographiques jusque-là produites sur la Conque d'Or car « *[...] présenter les jardins irrigués de la Méditerranée comme des espèces de paradis terrestres, ainsi qu'on en avait généralement l'habitude de le faire, était dans ce cas une trahison de la réalité humaine, un abus de confiance scientifique, dans la mesure où les rapports sociaux tissés dans ces espaces en altéraient totalement la signification* » (Rochefort, 1984, p. 158). En se démarquant de l'épistémè géographique classique, elle révèle les limites de l'idéologie des géographes depuis l'affirmation de l'École française de Géographie. Implicitement, celle-ci repose sur la survalorisation des espaces délimités, sur une grande proximité avec l'État et sur le mythe du chercheur à la neutralité forcément désintéressée et à l'objectivité allant de soi (Sautter, 1985). Pour certains géographes se revendiquant d'une géographie sociale, cette idéologie sera réactualisée lors de l'émergence de la géographie modélisatrice et quantitative. Ainsi, J.-B. Racine critique-t-il des méthodes géographiques qui « *se content[ent] de rechercher, mathématiquement et d'une manière le plus souvent strictement synchronique, un ordre, des régularités, parmi les phénomènes étudiés, pour que cet ordre et ces régularités permettent, consciemment ou non, de justifier un ordre dans le monde, un monde naturellement justifié à partir d'une sorte de philosophie de l'évidence, légitimant le statu quo, en dehors de toutes réflexions critiques* » (Racine, 1977,

⁶ Au sens que J. L. Borges donne à ce style « *[...] qui épuise délibérément (ou tente d'épuiser) toutes ses possibilités, et qui frôle sa propre caricature* » (Borges, 1993, p. 301).

⁷ Rappelons toutefois que Vidal de la Blache admet dans ses *Principes de géographie humaine* publiés posthumes en 1922 que « *[...] c'est par l'intermédiaire des causes sociales que s'exerce l'influence des conditions géographiques* » (Vidal de la Blache, 1995, p. 63). Dans l'article du BAGF de 1963, R. Rochefort, qui note cette citation, s'inscrit très clairement dans la lignée de Vidal et de Sorre en proposant de réhabiliter la notion de genre de vie !

⁸ Qui dirigea R. Rochefort dans sa thèse sur le travail en Sicile.

p. 153). Cette géographie qui veut se fonder sur une connaissance empirico-analytique sert de repoussoir aux géographes souhaitant s'inscrire dans une sensibilité critique car si l'analyse systémique qui lui sert le plus souvent de base peut être utilisée comme cadre conceptuel et cadre méthodologique, elle ne saurait l'être comme théorie sociale (Di Méo, 1991, p. 112).

En fondant la géographie sociale sur le renversement de l'ordre des facteurs, R. Rochefort repousse les limites de la posture traditionnelle en géographie en inscrivant sa démarche dans l'étude dynamique de processus sociaux. Mais quel est le statut critique que l'on peut reconnaître à son œuvre ? Grâce à l'introduction que D. Dolci⁹ rédigea pour *Le travail en Sicile*, on sait que R. Rochefort fit des exposés de son travail auprès des populations étudiées qui « [...] *écoutaient en hochant la tête en signe d'assentiment, heureux de se sentir exprimé[e]s. [Elles] comprenaient, confusément parfois, que leurs vies, que leurs expériences n'avaient pas encore réussi à atteindre une problématique, une rationalité, n'étaient pas encore devenues conscientes et [elles] ressentaient la joie d'apprendre sur [elles]-mêmes [...]* » (Rochefort, 1961, Préface). En ce sens, elle inscrit sa démarche dans la société en assurant le retour du savoir du scientifique au sein même des populations objet de l'enquête. Pourtant, cette pratique critique ne sera jamais clairement explicitée dans ses propres textes. Au-delà de la fascination humaniste (Deneux, 1986) ou de « *la radicalisation des sentiments* » (Vant, 1984, p. 139), elle n'expliquera jamais pourquoi ce qui devient premier est le destin et non l'espace de l'homme-habitant. Finalement, dès R. Rochefort, la critique fut principalement interne à la discipline. Anticipant la formule d'A. Frémont selon laquelle « [...] *[la] société se porte mal[, la] géographie sociale se porte bien* » (Frémont, 1984, p. 37), de nombreux géographes sociaux des années soixante et soixante-dix considèrent que compte tenu de l'évolution du monde contemporain, la géographie se devait d'être en prise avec la société. Pourtant, c'est principalement la sensibilité de ces géographes qui les inscrit dans une critique sociale qui, par là même, ne fut jamais épistémologiquement définie. Si, dès les années cinquante, A. Chatelain ou P. George affirment l'intérêt de s'intéresser aux questions sociales, il n'est jamais clairement expliqué par la suite pourquoi il faut s'intéresser à ces questions et ce que l'on doit faire des résultats. En évoquant « *un contexte favoris[ant] une plus vive conscience des questions sociales* » (Hérim, 1984, p. 21), on peut justifier d'un programme de recherche autour d'objets d'études tels que les indicateurs sociaux, les questions sociales, les groupes sociaux et les combinaisons sociospatiales mais l'on ne saurait produire une connaissance critique au sens d'Habermas, c'est-à-dire orientée vers l'émancipation des individus. Par effet miroir, l'évolution de la société entraîna une évolution de la connaissance géographique sans pour autant que l'on ait répondu explicitement à l'utilité sociale de ses recherches comme si, selon les termes de J.-B. Racine et Cl. Raffestin, « *le géographe [qui] est paradoxalement un scientifique qui part du quotidien [...] a peur d'y retourner au moment où il affiche ses résultats* » (Racine et Raffestin, 1983, p. 327).

En parallèle à une géographie sociale s'inscrivant, à des degrés divers, dans la filiation du renversement de l'ordre des facteurs, d'autres géographies sociales se sont développées et se sont orientées vers la production d'une connaissance historico-herméneutique visant à comprendre les dynamiques spatiales et territoriales des sociétés.

Géographies sociales et compréhension globale des rapports hommes, sociétés, espaces

Si le moteur de l'évolution d'une certaine géographie sociale consiste en une réaction par rapport aux (dis)fonctionnements de la société, d'autres postures se sont développées dans la perspective d'une compréhension globale de ses dimensions spatiales et territoriales. C'est, au début des années soixante-dix la posture de P. Claval et, depuis la fin des années quatre-vingt, celle de G. Di Méo. Au-delà de leurs profondes différences, l'apport de ces deux théoriciens a justement été d'œuvrer au rapprochement de la géographie sociale et des grandes théories de la société dans le cadre d'une connaissance historico-herméneutique.

⁹ Danilo Dolci (1924-1997), architecte, ingénieur et poète fut une figure de la prise de conscience des problèmes sociaux engendrés par le retard de développement économique de l'Italie du Sud et de la Sicile. Surnommé le « Ghandi sicilien » il fut deux fois candidat malheureux au Prix Nobel de la Paix et reçut le Prix Lénine pour la Paix bien qu'il fut ouvertement non-communiste.

Bien qu'il ait rédigé des *Principes de géographie sociale* (Claval, 1973) et qu'il fût de tous les débats sur la géographie sociale, P. Claval a toujours marqué sa différence par rapport au mouvement que nous venons de décrire, avant de devenir le chef de file de la géographie culturelle française (Claval, 1986). D'abord très inspiré des théories économiques, il se rend compte dès le milieu des années soixante que les schémas d'explication reposant sur l'*homo economicus* ne sauraient rendre compte de la complexité du social. S'il reconnaît tout ce que la géographie sociale, telle qu'elle est représentée par Pierre George, a gagné d'une interprétation socioéconomique de la société comme le marxisme, il avance qu'« [elle] a le défaut d'oublier l'homme, de toujours se situer à un niveau tel de généralisation qu'elle est incapable de rendre compte des nuances infinies de la réalité, comme d'intégrer les facteurs subjectifs, dont l'expérience sociale directe indique cependant le poids » (Claval, 1973, p. 59). À partir de cette critique et en s'inspirant des théories béhavioristes et des théories de la communication, P. Claval propose d'inscrire l'étude de l'architecture sociale dans celle des relations sociétales et construit une grille d'interprétation des faits sociaux et de leur répartition dans l'espace en combinant quatre théories empruntées aux différents champs des sciences sociales : « une théorie de la personnalité sociale (l'individu se construit en arbitrant entre les rôles qu'il est amené à tenir), une théorie de la genèse des collectivités et des classes (qui met l'accent sur le rôle de la communication, de l'espace donc, dans l'émergence des faits de conscience collective), une théorie des aspects sociaux des processus et des relations économiques et politiques (qui met l'accent sur la portée des biens, des informations et sur les filtrages qui affectent celles-ci au cours de leurs transferts) et une théorie des systèmes organisés et institutionnalisés de relation (qui permet de combiner les mécanismes élémentaires [...] » (Claval, 1986, p. 95). Fort de cet appareil conceptuel, il part des fondements des modèles de la société¹⁰ pour montrer que leur efficacité tient à la configuration spatiale de systèmes sociaux comme, entre autres, la famille, la caste ou l'organisation bureaucratique. Caractérisés par leur puissance et leur portée limitée, ces systèmes assurent une régulation sociale du groupe et de l'individu ainsi qu'une maîtrise du territoire plus ou moins efficace dans le temps et l'étendue. Comme le rappellent, J.-B. Racine et Cl. Raffestin, P. Claval produit ici « [la] première synthèse organisée de l'ensemble des idées produites depuis l'origine sur les thèmes sociaux en géographie » (Racine et Raffestin, 1983, p. 317). Celle-ci permet une compréhension de la dimension spatiale de la société dans sa globalité en reliant et intégrant les uns aux autres le pôle de la société (à travers son architecture spatiale), le pôle de l'individu (à travers sa compétence spatiale) et l'espace (considéré à la fois comme distance, signe et valeur). En ce sens, l'entreprise de P. Claval s'inscrit parfaitement dans le mode de connaissance historico-herméneutique. Son objectif annoncé était de « [...] faire comprendre le fonctionnement et la genèse des diverses architectures sociales et la manière de les contrôler, de les infléchir, de les manipuler dans le sens du bien de la collectivité » (Claval, 1973, p. 73). Or, et malgré la référence permanente à un individu humanisé et historicisé, s'il décrit, analyse et explique les dynamiques sociospatiales à l'origine des différentes architectures sociales, sa réflexion reste muette sur la manière d'inscrire la connaissance ainsi produite dans la société. Lorsqu'il écrit « faire comprendre », on peut penser qu'il s'adresse plus aux autres géographes qu'aux individus objets de ses études. Ainsi, encore plus que dans le cas de R. Rochefort, la critique de P. Claval reste interne à la discipline tout en lui assurant une évolution épistémologique de grande ampleur.

Avec les travaux de G. Di Méo, les rapports entre géographie sociale et théorie sociale prennent une tournure encore plus intime dans le cadre d'une théorie structuralo-dialectique ouverte aux apports de l'analyse systémique et de la phénoménologie (Di Méo, 1991). S'il prend acte du renversement de l'ordre des facteurs, il préfère ancrer sa pensée géographique dans la dialectique « [...] de l'espace réel (le monde des phénomènes construit dans le processus de connaissance) et des sujets sociaux (êtres pensants et connaissant, socialisés) » (Di Méo, 1991, p. 6) afin d'étudier les combinaisons du social et du spatial sans présupposer

¹⁰ Adhésion volontaire à des normes communes de conduite, recherche égoïste des satisfactions personnelles et action coercitive d'un pouvoir supérieur.

du rapport de symétrie entre les deux termes. Les dynamiques sociospatiales résultent alors du jeu de quatre instances regroupées deux à deux dans un rapport dialectique : les instances géographique et économique pour l'infrastructure et les instances idéologique et politique pour la superstructure. Au cours des années quatre-vingt-dix, la compréhension de la topique territoriale, bien que déjà présente, devient centrale dans ses questionnements avec le développement d'une véritable géographie de la territorialité (Di Méo, 1998) au-delà de la seule figure du territoire (Di Méo, 2000). Cette évolution a toujours eu pour cadre la géographie sociale, ou plutôt une géographie sociale telle qu'il la définit comme « [...] *une nouvelle géographie cognitive, à la fois sociale et culturelle* [...] » (Di Méo, 2004, p. 196). Ainsi considérée, celle-ci procéderait de deux orientations complémentaires : l'une verticale qui correspond au « [...] *décodage des rapports que les hommes socialisés nouent avec l'espace terrestre* » (Di Méo, 2004, p. 196) ; l'autre horizontale qui correspond « [...] *à l'identification des formes et des organisations géographiques qui en découlent* » (Di Méo, 2004, p. 196). De ces deux composantes – sommes toutes classiques dans la définition de la discipline en général – découlent quatre entrées dans l'étude de la société par la géographie sociale : l'imbrication des rapports spatiaux et des rapports sociaux (c'est-à-dire la géographie sociale telle qu'elle est définie par Frémont, Chevalier, Hérin et Renard dans le manuel de 1984 !) ; les positions sociales différentielles dans l'espace géographique qui révèlent l'espace social ; les pratiques quotidiennes de l'espace et l'étude des représentations mentales qui participent de la spatialisation des sociétés. Comme dans le cas de P. Claval, nous aboutissons à une théorisation très poussée capable de rendre compte de la complexité des sociétés contemporaines. Comme pour P. Claval, cette théorisation s'inscrit dans la production d'une connaissance historico-herméneutique car, à aucun moment, G. Di Méo ne tente de positionner sa réflexion par rapport à son utilité sociale : il reste au niveau de la critique disciplinaire tout en proposant une épistémologie très novatrice des rapports hommes, sociétés, espaces. En ce sens, l'article du *Bulletin de l'Association des Géographes Français* publié en 2004 est riche d'enseignements. Que trouvons-nous dans la première partie intitulée « *De bonnes raisons pour faire de la géographie sociale... Mais quelle géographie sociale ?* » (Di Méo, 2004, p. 195) ? D'abord, la géographie sociale doit éviter deux types de dérive : la naturalisation des faits observés et le spatialisme. Ensuite, la géographie sociale doit permettre d'améliorer les rapprochements entre la géographie et les autres sciences sociales en faisant comprendre que l'espace ne saurait être oublié parmi les facteurs explicatifs des faits sociaux. Enfin, la géographie sociale doit tenir compte de la complexité des phénomènes qu'elle est censée comprendre et ne saurait occulter le rôle prédominant des représentations sociales de l'espace. Tout cela doit permettre de fonder une géographie sociale de l'action « [...] *ouverte sur la société et sur les grandes questions sociales qui impliquent l'espace géographique : son appropriation et sa valorisation ; son partage ou sa privatisation-confiscation par certains ; la polarisation ou la diffusion sociale qu'il enregistre ; l'intégration, la mixité ou les phénomènes de ségrégation qu'il affiche ; etc.* » (Di Méo, 2004, p. 195). Ainsi présentées, les raisons de faire de la géographie sociale restent dans le domaine d'une dynamique disciplinaire soucieuse de délimiter son champ sur des bases épistémologiques solides dans le cadre d'une connaissance historico-herméneutique. Elles ne sauraient correspondre à un souci de production d'un mode de connaissance critique car la société, comme nous le voyons dans la citation ci-dessus, reste en dehors de cette production épistémologique, comme en vis-à-vis.

Depuis une cinquantaine d'années, la géographie sociale a eu une histoire riche et multiple. Ses réussites sont considérables. En particulier, elle a contribué à faire entrer la géographie dans le champ des sciences sociales et à renouveler la conception de l'espace géographique, à la fois production sociale et consubstantiellement social. Aujourd'hui, les acquis de la géographie sociale sont ceux de la géographie en général. Son identité est en discussion car au-delà de ces apports, elle ne s'est jamais épistémologiquement fondée comme une science critique, seul moyen qu'elle aurait encore de se singulariser dans la géographie contemporaine. Pourtant, certains fondements nécessaires à l'établissement d'un mode de connaissance critique sont présents depuis le départ dans ses questionnements. La sensibilité aux questionnements sur les disfonctionnements de la société est peut-être nécessaire pour donner envie de pousser la géographie sociale au-delà de ses positions (Zeneidi-Henry, 2002 ;

Fournier et Raoulx, 2003 ; Sauvaître, 2004) mais reste insuffisante car elle ne permet pas de fonder une épistémologie réellement critique. D'un fondement épistémologique plus solide, l'orientation consistant à rapprocher la géographie sociale des théories sociales est très féconde car elle permet d'inscrire la géographie sociale dans une compréhension globale des sociétés. Si ce rapprochement implique la production d'une connaissance historico-herméneutique capable de fournir une compréhension riche des phénomènes sociospatiaux observés, les théories sociales considérées n'autorisent pas la fondation d'une connaissance critique.

Nous n'avons pas ici de solutions toutes prêtes pour entraîner la géographie sociale vers la production d'une connaissance critique. C'est à chaque géographe se reconnaissant dans la géographie sociale de faire le point sur ses pratiques et sur ses positionnements. Nous nous bornerons à soumettre quelques éléments, loin de toute exhaustivité, qui pourraient permettre de s'engager dans une géographie sociale fondée sur une épistémologie critique.

Éléments de réflexion vers un mode de connaissance critique en géographie sociale

La société, phénomène total ?

Poser la question de la société comme phénomène total renvoie au débat classique entre holisme et individualisme. Du point de vue de l'individualisme, l'explication d'un phénomène social sera toujours ramenée aux actions individuelles qui le composent (Valade, 2001). Du point de vue holiste, on admet que chaque individu est partie de la société mais que la totalité de la société est autre chose que la simple somme des individus. Durkheim dans ses *Règles de la méthode sociologique* pose que « *la société n'est pas une simple somme d'individus, mais le système formé par leur association représente une réalité qui a ses caractères propres* » (Durkheim, 1981, p. 102-103). Ainsi, elle est « [...] *en état d'imposer [à l'individu] les manières d'agir et de penser qu'elle a consacré de son autorité* » (Durkheim, 1981, p. 101-102). Nous avons vu qu'une théorie critique de la société repose sur une méfiance vis-à-vis des normes de vie sociale imposée aux individus. Cela implique qu'un mode de connaissance critique peut uniquement se fonder sur une vision de la société permettant d'articuler l'individuel et le collectif, le sentiment de soi comme irréductibilité et les inerties propres à la vie en groupe. Ce parti pris holiste ne doit pas condamner la part de l'individu ou du sujet social car, et c'est le second sens de la totalité du social, chaque action, chaque individu, impliquent l'intégralité de la société à laquelle il appartient. L'individu n'est pas un simple pion, agi par une seule dimension du social qu'elle soit économique, politique ou culturelle, il implique le social comme un tout. C'est à cette seule condition qu'une émancipation des individus devient possible. En accédant à une réflexion sur sa propre condition, c'est une réflexion sur la société qu'il peut développer. Et c'est à favoriser cet accès qu'une posture critique en géographie doit se donner comme projet.

Société, théorie sociale et théorie critique

Considérer la société comme un phénomène total implique que l'on ne peut penser hors de celle-ci. L'espace géographique en tant que production sociale et catégorie consubstantiellement sociale ne saurait être pensé de manière autonome. Ainsi, pour J.-B. Racine et Cl. Raffestin, « [...] *la reconnaissance de toute relation à l'espace concret (écologique et/ou géographique) est toujours médiatisée par un espace abstrait (la société)* » (Racine et Raffestin, 1983, p. 320). Il est ainsi nécessaire de rapprocher la géographie des grandes théories de la compréhension de cette société comme l'ont fait, nous l'avons vu, P. Claval et G. Di Méo. Ce rapprochement n'a pas comme objectif de construire des catégories spatiales coûte que coûte à des théories de la société qui, comme l'avait déjà noté D. Harvey voilà près de quarante ans, supportent assez mal la spatialisation de leurs principes. Il s'agit

plutôt ici d'engager un dialogue gagnant/gagnant¹¹ avec d'autres disciplines. Ce principe admis, c'est au-delà des seules théories sociales que la géographie sociale doit s'orienter afin de rencontrer les théories critiques de la société, qu'elles soient inspirées, entre autres, de l'École de Francfort, du constructivisme structuraliste de P. Bourdieu ou de la théorie de la structuration d'A. Giddens. D'ailleurs, il n'est pas anodin que la revue *Social Geography*¹² lancée au premier semestre 2005 soit co-éditée par B. Werlen, théoricien allemand de la géographie sociale et culturelle, et A. Giddens lui-même !

L'individuel et le collectif

Toutes les théories critiques que nous venons de citer, et dont nous nous garderons bien de n'en retenir qu'une, ont comme particularité de fournir une grille de compréhension aux rapports entre l'individuel et le collectif au sein d'une société. Cet objectif est également primordial pour la géographie sociale comme le rappelle A. Chatelain dès 1946 lorsqu'il affirme que « [...] *la vraie géographie sociale* [doit s'intéresser aux] *caractères même de la vie sociale : la part de la vie individuelle et de la vie collective* » (Chatelain, 1946, p. 266-267). La géographie sociale hésite parfois entre les sociétés « [qui] occupent [l'espace géographique], [le] façonnent, s'y enracinent, se [le] disputent, y déploient leurs stratégies et lui fixent des limites » (Di Méo, 1990, p. 72) et les hommes « [...] *sujets de leur propre espace, [...] sujets actifs, pensant, raisonnant, aimant ou se révoltant, [...] éventuellement rêvant [...]* » (Frémont, 1990, p. 15). Au-delà d'un choix forcément réducteur, la géographie sociale doit s'inscrire dans un entre-deux propice à révéler les déterminants sociospatiaux et à permettre leur prise de conscience par des individus s'acheminant ainsi vers leur émancipation. Elle doit en même temps être apte à souligner ce qui est singulier à chaque individu, au-delà du collectif.

Valeurs et vision de la société

Pour pouvoir inscrire son projet dans l'émancipation des individus, la géographie sociale telle que nous la concevons, doit s'appuyer sur une vision de la société telle qu'elle devrait être ou du moins en fonction de valeurs qui devraient constituer ses fondements. Toutes théories critiques refusent de faire la part entre une philosophie sociale et/ou une économie politique et la manière d'envisager les sciences sociales : elles se proposent d'analyser la société en fonction de valeurs voir de postures éthiques comme l'équité, l'égalité, la justice ou la liberté. Faire de tels principes le point de départ d'une démarche de recherche en sciences sociales n'est ni un renoncement à la scientificité, ni un basculement dans le militantisme politique.

La démarche des sciences sociales est compréhensive et sa scientificité dépend donc de la capacité à expliciter la grille d'analyse utilisée. Dans bien des cas et malgré une méthodologie reproductible et réfutable, de nombreuses recherches en géographie sociale taisent les principes qui les guident. Par exemple, ne peut-on pas supposer que ce sont des principes d'équité et de justice qui guident la majeure partie des travaux de géographie sociale sensibles aux disfonctionnements de la société, de R. Rochefort à nos jours ? Considérée à l'aune de ses principes, la valeur de ces travaux n'en est que plus forte. Pourtant, ils ne sont que très rarement posés comme partie prenante de la démarche des chercheurs.

De l'origine des réponses apportées aux questionnements que ces principes font naître dépend le risque de basculement du champ scientifique au champ politique. Tant que le questionnement sur ces principes s'inscrit dans la pluralité des points de vue et dans la possibilité admise que ce soit l'autre qui ait raison, la démarche critique reste dans le champ d'une science en prise avec la société. Quand les réponses viennent soit d'un point de vue dogmatique – c'est-à-dire n'acceptant pas la contradiction –, soit du programme d'un parti, quel qu'il soit, on bascule dans le champ du politique.

¹¹ Rappelons ici que la géographie à la réputation d'être globalement débitrice des autres sciences sociales en théories, concepts et méthodes.

¹² <http://www.social-geography.net/>

De la société à la société : l'enseignement

Pour fonder la géographie sociale sur un mode de connaissance critique, il faut non seulement reconsidérer son épistémologie mais il faut aussi assurer le retour de la connaissance scientifique de la société vers la société elle-même. Cet enjeu se situe principalement au niveau de l'enseignement¹³. L'enseignement de la géographie sociale permet de faire prendre conscience aux individus des déterminants sociospatiaux : c'est un premier pas vers l'émancipation. Il doit également initier dans la pensée un questionnement sur la société et soi-même qui perdure hors de la salle de cours. Cet enseignement repose, selon la formule de J.-M. Fournier et B. Raoulx, sur un éveil (Fournier et Raoulx, 1998) : éveil à l'étude des conditions sociales, éveil à l'étude de sociétés différentes de la sienne et en corollaire, éveil à soi-même. Cet enseignement qui repose sur la transmission de la différence tant dans l'exercice de sa discipline que dans la conception de l'individu socialisé (Bergel et Veschambre, 1998) demande de faire le point au préalable sur la définition même de la géographie sociale et donc de questionner en amont sa démarche de chercheur et les principes qui la fondent.

De l'implicite à l'explicite

Au final, l'ensemble de ses pistes de réflexions convergent vers ce qui nous semble être *in fine* la marque d'une géographie sociale se donnant comme projet la production d'une connaissance critique épistémologiquement fondée : le passage de l'implicite à l'explicite. À ce passage de ce qui n'est pas énoncé (bien que déjà là) à ce qui est clairement et précisément formulé, correspondent deux dimensions. Du point de vue de la démarche, cela signifie que les principes guidant la recherche doivent être établis de manière aussi transparente que les concepts et les méthodes utilisés car c'est par ceux-ci que la géographie sociale peut converger vers la théorie critique. Ceci posé, l'objet de la géographie sociale, si tant soit peu que l'on puisse la définir ainsi, est l'ensemble des relations implicites car naturalisées, souvent de domination, qui sont propres à toute vie collective en société. Son projet est alors de traduire ces implicites afin que les individus qui composent la société puissent s'en saisir et exercer ainsi leur liberté.

Conclure pour un débat

Cette réflexion n'est ni exhaustive, ni systématique, ni définitive. Notre projet était seulement de fournir des éléments au débat que devrait susciter la géographie sociale contemporaine. Pour cela, nous avons multiplié les citations, afin de créer « un forum » autour des différentes conceptions de la géographie sociale. Outre l'effet de catalogue que cette posture entraîne, il est bien évident que d'autres citations et d'autres auteurs auraient pu figurer ici.

Notre thèse, qui reste largement à discuter, repose sur l'idée que ce n'est ni un objet (les inégalités sociales) ni un sentiment face à ce même objet (l'injustice) qui devraient permettre de fonder la géographie sociale contemporaine mais une réflexion sur le type de connaissance à produire en fonction de son utilité sociale. Cette posture s'inspire des différentes théories critiques en sciences sociales sans pour autant n'en privilégier qu'une, même si l'interprétation proposée repose largement sur la pensée de l'École de Francfort et plus particulièrement sur celle de J. Habermas.

Certains éléments doivent permettre de discuter la place de la géographie sociale tant au sein de la géographie et que des sciences sociales contemporaines. Ainsi, considérée sur un mode de connaissance critique, la géographie sociale trouve bien une place à côté d'une géographie historico-herméneutique (la géographie inspirée de théorie sociale) et d'une géographie empirico-analytique (l'analyse spatiale) sans pour autant que les différentes postures soient hermétiques les unes aux autres. Au final, l'ensemble de ces réflexions tend à prouver que l'on ne saurait réduire la géographie sociale à la seule utilisation de données sociales.

Au-delà de cette seule contribution, nous sommes convaincus, à un moment où la géographie

¹³ Et de l'espace public considéré à la fois comme un objet d'étude et un lieu d'énonciation des résultats mais nous ne développerons pas cette question ici.

sociale est de plus en plus largement assimilée à la géographie en général, qu'un débat doit s'engager pour discuter de son actualité scientifique et de sa pertinence sociale. Sinon, la géographie sociale ne risque-t-elle pas de disparaître ?

Références bibliographiques

- BERGEL Pierre et VESCHAMBRE Vincent, « Enseigner la géographie sociale. Un point d'interrogation », HÉRIN Robert et MULLER Colette (dir.), *Espaces et sociétés à la fin du XX^e siècle, Quelles géographies sociales ?*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 1998, p. 241-251.
- BORGES Jorge Luis, *Œuvres complètes*. Paris, Gallimard, 1993.
- BRUNET Roger, « La géographie dite « sociale » : fonctions et valeurs de la distinction », *L'espace géographique*, n° 2, 1986, p. 127-130.
- BRUNET Roger, « social », BRUNET Roger, FERRAS Robert et THÉRY Hervé, *Les mots de la géographie*, Montpellier – Paris, RECLUS – La Documentation Française, 1993, p. 457.
- CAILLY Laurent, « Sociale (Géographie) », LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 852-855.
- CHATELAIN Abel, « Cette nouvelle venue : la géographie sociale », *Annales ESC*, n° 3, 1946, p. 266-270.
- CHIVALLON Christine. « Les projets d'une géographie sociale renouvelée, Réflexions autour de l'exemple britannique », HÉRIN Robert et MULLER Colette (dir.), *Espaces et sociétés à la fin du XX^e siècle, Quelles géographies sociales ?*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 1998, p. 141-149.
- CHIVALLON Christine, « D'un espace appelant forcément les sciences sociales pour le comprendre », LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Logique de l'espace, esprit des lieux*, Paris, Belin, 2000, p. 299-317.
- CHIVALLON Christine, « Une vision de la géographie sociale et culturelle en France », *Annales de géographie*, n° 634, 2003, p. 646-657.
- CLAVAL Paul, *Essai sur l'évolution de la géographie humaine*, Paris, Les Belles Lettres, 1964.
- CLAVAL Paul, *Principes de géographie sociale*, Paris, M.-Th. Guénin – Librairies Techniques, 1973.
- CLAVAL Paul, « Du point de vue fonctionnaliste au point de vue culturel », *L'espace géographique*, n° 2, 1986, p. 90-96.
- CLAVAL Paul, « La géographie sociale et culturelle », BAILLY Antoine (dir.), *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Colin, 1998, p. 99-109.
- DEMANGEON Albert, *Problèmes de géographie humaine*, Paris, Colin, 1942.
- DENEUX Jean-François, « Une géographie de la vie », *L'espace géographique*, n° 2, 1986, p. 102-104.
- DI MÉO Guy, « Pour une géographie dialectique », KAYSER Bernard et al., *Géographie entre espace et développement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1990, p. 71-82.
- DI MÉO Guy, *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos, 1991.
- DI MÉO Guy, *Géographie sociale et territoire*, Paris, Nathan, 1998.
- DI MÉO Guy, « Que voulons-nous dire quand nous parlons d'espace ? », LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*, Paris, Belin, 2000, p. 37-48.
- DI MÉO Guy, « Une géographie sociale dans le triangle des rapports hommes, sociétés, espaces », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n° 2, 2004, p. 193-204.
- DURKHEIM Émile, *Règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981.
- ESO (ESPACES GÉOGRAPHIQUES ET SOCIÉTÉS) UMR CNRS 6590, *Espaces et sociétés aujourd'hui (La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action)*, Appel à communications au colloque, 2004, 5 p.
- ESPACE GÉOGRAPHIQUE (L') ; « Dossier : Géographie sociale », n° 2, 1986, p. 1-130.
- FIXOT Anne-Marie, « La géographie sociale, un espoir déçu », *Géographie sociale*, n° 10, 1990, p. 25-38.
- FOURNIER Jean-Marc et RAOULX Benoît, « La géographie sociale : un projet commun à la recherche et à l'enseignement ? », HÉRIN Robert et MULLER Colette (dir.), *Espaces et sociétés à la fin du XX^e siècle, Quelles géographies sociales ?*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 1998, p. 263-279.
- FOURNIER Jean-Marc et RAOULX Benoît, « La géographie sociale, géographie des inégalités », *ESO Travaux et documents de l'UMR CNRS 6590 Espaces géographiques et sociétés*, n° 20, 2003, p. 25-32.

- FRÉMONT Armand, « Vingt ans d'espace vécu », BAILLY Antoine et SCARIATI Renato (dir.), *L'humanisme en géographie*, Paris, Anthropos, 1990, p. 13-22.
- FRÉMONT Armand, « Introduction », FOURNIER Jean-Marc (dir.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 2001, p. 9-14.
- FRÉMONT Armand, CHEVALIER Jacques, HÉRIN Robert et RENARD Jean, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 1984.
- GREGSON Nicky, « Reclaiming the « social » in social and cultural geography », ANDERSON Kay, DOMOSH Mona, PILE Stephen et THRIFT Nigel (dir.), *Handbook of cultural geography*, Londres, Sage, 2003, p. 43-57.
- HABERMAS Jürgen, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973.
- HABERMAS Jürgen, *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1976.
- HABERMAS Jürgen, *Logiques des sciences sociales et autres essais*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987.
- HABERMAS Jürgen, « Trente ans plus tard : remarques sur *Connaissance et intérêt* », RENAULT Emmanuel et SINTOMER Yves (dir.), *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La Découverte, 2003, p. 93-100.
- HÉRIN Robert, « Géographie humaine, géographie sociale, sciences sociales », NOIN Daniel (dir.), *Géographie sociale*, Paris, Groupe Universitaire d'Études sur la Population et l'Espace Social, 1983, p. 16-26.
- HÉRIN Robert, « Le renouveau de la géographie sociale française », Collectif français de géographie sociale et urbaine (dir.), *De la géographie urbaine à la géographie sociale : sens et non-sens de l'espace*, Paris, Collectif français de géographie sociale et urbaine, p. 19-30.
- HÉRIN Robert, « Pour une géographie sociale critique et responsable », CHIVALLON Christine, RAGOUET Pascal et SAMERS Michael (dir.), *Discours scientifiques et contextes culturels*, Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1999, p. 129-139.
- HORKHEIMER Max, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard, 1974.
- HOTTOIS Gilbert, *De la renaissance à la postmodernité*, Bruxelles, De Boeck Université, 1998.
- JACKSON Peter, « Rematerializing social and cultural geography », *Social and cultural geography*, n° 1, 2000, p. 9-14.
- LE LANNOU Maurice, *La géographie humaine*, Paris, Flammarion, 1949.
- LÉVY Jacques, *Le tournant géographique*, Paris, Belin, 1999.
- LUSSAULT Michel, « Reconstruire le bureau (Pour en finir avec le spatialisme) », CHIVALLON Christine, RAGOUET Pascal et SAMERS Michael (dir.), *Discours scientifiques et contextes culturels*, Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1999, p. 225-251.
- PAILHÉ Joël, « Population, société, culture, géographie sociale », HÉRIN Robert et MULLER Colette (dir.), *Espaces et sociétés à la fin du XXe siècle, Quelles géographies sociales ?*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 1998, p. 177-184.
- PHILO Chris et SÖDERSTRÖM Ola, « La géographie sociale, la société dans son espace », BENKO Georges et STROHMAYER Ulf (dir.), *Horizons géographiques*, Paris, Bréal, 2004, p. 75-149.
- RACINE Jean-Bernard, « Discours géographique et discours idéologique, perspectives épistémologiques et critiques », *Hérodote*, n° 6, 1977, p. 109-159.
- RACINE Jean-Bernard et RAFFESTIN Claude, « L'espace et la société dans la géographie sociale francophone : pour une approche critique du quotidien », PAELINCK Jean H. P. et SALLET Alain (dir.), *Espace et localisation*, Paris, Économica, 1983, p. 304-330.
- RENAULT Emmanuel et SINTOMER Yves, « Introduction », RENAULT Emmanuel et SINTOMER Yves (dir.), *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La Découverte, 2003, p. 7-30.
- ROCHEFORT Renée, *Le travail en Sicile*, Paris, Presses Universitaires de France, 1961.
- ROCHEFORT Renée, « Géographie sociale et sciences humaines », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n° 314-315, 1963, p. 18-32.
- ROCHEFORT Renée, « Géographie sociale et environnement », *La pensée géographique contemporaine. Mélanges offerts en l'honneur d'A. Meynier*, Brest, Presses Universitaires de Bretagne, 1972, p. 395-405.
- ROCHEFORT Renée, « Réflexions liminaires sur la géographie sociale », NOIN Daniel (dir.), *Géographie sociale*, Paris, Groupe Universitaire d'Études sur la Population et l'Espace Social, 1983, p. 11-15.
- ROCHEFORT Renée, « Les classes sociales, l'État et les cultures en géographie sociale », *Revue de géographie de Lyon*, n° 3, 1984, p. 157-172.

- SAUTTER Gilles, « La géographie comme idéologie ? », *Cahiers de géographie du Québec*, n° 77, 1985, p. 193-203.
- SAUVAÏTRE Claire, « La pauvreté dans le champ d'une ville moyenne (Pau) : quels espaces d'intervention ? Quelles territorialités ? », *Hégoa*, n° 24, p. 91-99.
- SOUBEYRAN Olivier, *Imaginaire, science et discipline*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- STASZAK Jean-François, « La géographie », BERTHELOT Jean-Marie (dir.), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 77-116.
- VANT André, « La géographie sociale lyonnaise en perspective », *Revue de géographie de Lyon*, n° 3, 1984, p. 131-146.
- VALADE Bernard, « De l'explication dans les sciences sociales : holisme et individualisme », BERTHELOT Jean-Marie (dir.), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 357-405.
- VALLAUX Camille, *Les sciences géographiques*, Paris, Alcan, 1925.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul, « Des caractères distinctifs de la géographie », *Annales de géographie*, n° 124, 1913, p. 289-299.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul, *Principes de géographie humaine*, Paris, Utz, 1995, 347 p.
- ZENEIDI-HENRY Djemila, *Les SDF et la ville*, Paris, Bréal, 2002.